

Note de synthèse :

L'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition

JUIN 2020

Résumé

La pandémie COVID-19 est une crise sanitaire et humaine qui menace la sécurité alimentaire et la nutrition de millions de personnes dans le monde. Des centaines de millions de personnes souffraient déjà de la faim et de la malnutrition avant que le virus ne frappe et, si des mesures immédiates ne sont pas prises, nous pourrions assister à une urgence alimentaire mondiale. À plus long terme, les effets combinés de la COVID-19, des mesures de lutte contre le virus et de la récession mondiale qui se dessine pourraient, sans une action coordonnée à grande échelle, perturber le fonctionnement des systèmes alimentaires et avoir des conséquences pour la santé et la nutrition d'une gravité et d'une ampleur inédites depuis plus d'un demi-siècle.

La pandémie nous frappe à un moment où les défis mondiaux sont immenses. Nous devons nous attaquer aux problèmes que pose cette crise sur le plan de la nutrition et de la sécurité alimentaire. Répondre à la crise nécessite la collaboration de tous les secteurs et de tous les pays, tant pour en atténuer les conséquences immédiates que pour repenser les systèmes alimentaires, afin de permettre à tous d'avoir accès à des aliments sains et de rendre la production et la consommation alimentaires compatibles avec le développement durable¹.

Les mesures visant à contrôler ou à atténuer les épidémies de COVID-19 affectent déjà les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales. Les restrictions et le verrouillage des frontières ralentissent par exemple les récoltes dans certaines régions du monde, laissant des millions de travailleurs saisonniers sans moyens de subsistance, tout en réduisant la capacité de transport des denrées alimentaires vers les marchés. Les usines de transformation de la viande et les marchés alimentaires sont contraints de fermer dans de nombreux endroits en raison des nombreux cas de COVID-19 qui touchent les travailleurs du secteur. Les agriculteurs ont enterré des produits périssables ou ont déversé du lait en raison de la perturbation de la chaîne d'approvisionnement et de la baisse de la demande. En conséquence, de nombreuses personnes dans les centres urbains ont maintenant du mal à accéder aux fruits et aux légumes frais, aux produits laitiers, à la viande et au poisson.

Pour l'instant, les marchés mondiaux des céréales de base tiennent le choc. À la faveur des bonnes récoltes de 2019, les stocks de la plupart des aliments de base sont suffisants. Pourtant, la grande majorité de la population mondiale se nourrit grâce aux marchés locaux, et la sécurité alimentaire et la nutrition restent très sensibles aux perturbations². Les niveaux élevés de chômage, la perte de revenus et l'augmentation du coût des denrées alimentaires compliquent également l'accès à la nourriture pour un grand nombre de personnes. Les prix des aliments de base ont commencé à augmenter dans certains pays, à un moment où les gens ont moins d'argent.

¹ Les systèmes alimentaires comprennent l'ensemble des acteurs, des activités et des environnements biophysiques et socio-économiques impliqués dans la production, la transformation, la distribution, la régulation et la consommation des aliments.

² <http://www.fao.org/publications/card/fr/c/CA8657FR>.

Avant le début de cette pandémie, plus de 820 millions de personnes souffraient d'insécurité alimentaire chronique. Les dernières données disponibles montrent que la sécurité alimentaire de 135 millions de personnes a atteint un seuil critique ou pire³. D'ici la fin de l'année, ce nombre pourrait quasiment doubler en raison des conséquences de la COVID-19⁴. De même, le nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance s'élève aujourd'hui à 144 millions, soit plus d'un enfant sur cinq dans le monde. Quelque 47 millions d'enfants souffrent d'émaciation⁵. Tous ces chiffres pourraient augmenter rapidement. À la fin du mois de mai, 368 millions d'écoliers ne bénéficiaient plus des repas scolaires quotidiens dont ils dépendaient⁶. La pandémie pourrait faire basculer environ 49 millions de personnes dans l'extrême pauvreté en 2020⁷. Chaque fois que le produit intérieur brut mondial baisse d'un point de pourcentage, 700 000 nouveaux cas de retard de croissance sont à déplorer⁸. Ces effets de revenu, combinés à d'autres chocs d'offre, pourraient entraîner une augmentation rapide du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire ou nutritionnelle aiguë dans les trois ou quatre mois à venir.

Tous les acteurs du système alimentaire sont touchés par cette pandémie. Les profonds chocs économiques mondiaux provoqués par la COVID-19 auront un impact sur la trésorerie et la liquidité financière des producteurs, des petites et moyennes entreprises agroalimentaires ainsi que des institutions financières, en raison d'une capacité de production restreinte, d'un accès limité aux marchés, de la baisse des transferts de fonds, de la hausse du chômage et de frais de santé imprévus. Alors que les pays continuent à mettre en place des plans d'aide et de relance considérables, les besoins des acteurs du système alimentaire méritent une attention particulière. Des mesures ciblées visant à alléger les problèmes de liquidité des entreprises et des ménages vulnérables peuvent contribuer à faciliter le maintien de la production et l'accès des populations à une alimentation et une nutrition adéquates. Mais il faut veiller à tenir compte des particularités locales. De nombreux goulets d'étranglement de l'approvisionnement alimentaire ne peuvent être résolus par la seule protection sociale. Les marchés publics et la distribution publique peuvent être des moyens efficaces de préserver le fonctionnement du système alimentaire et d'éviter l'inflation des prix des denrées alimentaires. Les mesures de protection sociale devraient entre autres s'appliquer aux petits exploitants agricoles et à leurs familles, qui représentent plus de deux milliards de personnes parmi les plus pauvres et les plus vulnérables du monde, ainsi que les travailleurs de l'industrie agroalimentaire. Il est donc essentiel que la communauté internationale aide les pays en développement en leur apportant plus de fonds, qui pourront être déployés rapidement pour pallier la pénurie de liquidités et libérer une marge de manœuvre budgétaire. Le Secrétaire général a appelé à un gel de la dette et, à terme, à une restructuration de la dette des pays en développement. Les économies qui dépendent des produits de base et du tourisme auront notamment besoin d'une restructuration complète de leur dette afin de disposer de la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour répondre aux besoins nutritionnels de leurs populations, parallèlement aux efforts visant à stimuler la croissance et à accélérer la reprise.

³ <https://www.fsinplatform.org/global-report-food-crises-2020>.

⁴ <https://www.wfp.org/news/covid-19-will-double-number-people-facing-food-crises-unless-swift-action-taken>.

⁵ <https://data.unicef.org/resources/jme-report-2020/>.

⁶ Les données sur le suivi au niveau mondial des repas scolaires pendant la fermeture des classes du fait de la COVID-19 sont fréquemment mises à jour sur le site suivant : https://cdn.wfp.org/2020/school-feeding-map/?_ga=2.63572263.982488836.1591373547-1890028486.1585930400.

⁷ <https://blogs.worldbank.org/voices/covid-19-will-hit-poor-hardest-heres-what-we-can-do-about-it>.

⁸ [Global Nutrition Report, 2020](#).

En outre, la pandémie a éclaté à un moment où la sécurité alimentaire et nos systèmes alimentaires étaient déjà mis à rude épreuve. Les conflits, les catastrophes naturelles, les changements climatiques, les invasions de nuisibles et les fléaux transcontinentaux ont précédé la COVID-19 et sapient déjà la sécurité alimentaire dans de nombreux endroits. En Afrique de l'Est, par exemple, les populations sont confrontées à une « triple menace » liée à des catastrophes qui s'aggravent mutuellement, les fortes pluies actuelles entravant les tentatives de lutte contre les essaims de criquets pèlerins, alors même que l'épidémie de COVID-19 fait rage⁹. Pendant ce temps, la pire crise acridienne depuis des décennies menace les cultures à l'approche de la période des récoltes¹⁰.

La pandémie COVID-19 montre combien il est urgent de transformer les systèmes alimentaires mondiaux. À l'échelle mondiale, les systèmes alimentaires restent un catalyseur des changements climatiques et de la crise environnementale planétaire. Ils contribuent à près d'un tiers de toutes les émissions de gaz à effet de serre et sont en partie responsables de l'appauvrissement considérable de la biodiversité¹¹. Il est urgent de repenser rapidement la manière dont nous produisons, transformons, commercialisons et consommons nos aliments, et la gestion de nos déchets. Cette crise devrait être pour nous l'occasion de rééquilibrer et de transformer nos systèmes alimentaires, afin de les rendre plus inclusifs, plus durables et plus résistants.

La présente note de synthèse porte sur ces aspects du défi auquel nous faisons face et propose trois séries d'actions prioritaires et complémentaires pour répondre aux besoins immédiats et à court et moyen terme en matière de protection des personnes, pendant et après la crise, et, à plus long terme, pour repenser et construire des systèmes alimentaires résistants.

Premièrement, nous devons nous mobiliser pour sauver des vies et des sources de revenus, en intervenant en priorité là où le risque est le plus aigu. Bien qu'il soit impossible, à cette heure, de prédire exactement les conséquences de la crise actuelle, nous pouvons déterminer les vecteurs de risque probables et prévoir les conséquences à venir sur les populations les plus vulnérables. Nous pouvons prendre des mesures adéquates pour soutenir ces populations en cette période particulièrement difficile. Ces mesures devraient notamment viser à investir dans des outils susceptibles d'améliorer la réponse à la crise, aujourd'hui et à long terme.

- **Préserver l'aide humanitaire** essentielle dont bénéficient les groupes vulnérables **en matière d'alimentation, de moyens de subsistance et de nutrition**, et l'augmenter ou l'adapter en fonction des conséquences prévues de la pandémie de COVID-19.
- **Déclarer la production, la commercialisation et la distribution de denrées alimentaires essentielles** partout dans le monde, **assurer la protection des travailleurs du secteur agroalimentaire** et **maintenir ouverts les couloirs commerciaux nationaux et internationaux** pour que les systèmes alimentaires essentiels puissent fonctionner sans interruption dans tous les pays.
- **Développer les systèmes de suivi de la sécurité alimentaire en temps quasi réel** pour fournir en temps utile des données géospatiales de meilleure qualité afin de mesurer les effets de la pandémie et de mieux déterminer quelles sont les populations qui souffrent de la faim et de la malnutrition et leur localisation.

⁹ <https://media.ifrc.org/ifrc/press-release/east-africa-red-cross-raises-alarm-triple-menace-floods-covid-19-locusts/>.

¹⁰ <http://www.fao.org/ag/locusts/fr/info/info/index.html>.

¹¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, « *L'État de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde* », 2019.

- **Veiller à ce que les mesures d'aide et de relance s'appliquent aux personnes les plus vulnérables**, notamment en répondant aux besoins de liquidités des petits producteurs de denrées alimentaires et des entreprises rurales, en particulier celles dirigées par des femmes et des jeunes, et à ce qu'elles bénéficient d'un appui coordonné de la communauté internationale qui tienne compte de l'évolution des besoins de financement nationaux.

Deuxièmement, nous devons renforcer les systèmes de protection sociale en matière de nutrition. Compte tenu des effets socio-économiques de la pandémie, les systèmes de protection sociale vont être essentiels pour des centaines de millions de personnes pendant toute la durée de la crise et peut-être même au-delà.

- **L'aide alimentaire et nutritionnelle doit être au cœur des programmes de protection sociale** afin de protéger l'accès à la nourriture pour les plus vulnérables en augmentant leur pouvoir d'achat et, si nécessaire, en leur fournissant directement de la nourriture dans le cadre de programmes gouvernementaux ou locaux.
- **Renforcer la réponse apportée par le système de santé en matière de soins nutritionnels** afin d'assurer la continuité des services de nutrition, en particulier la détection précoce et la gestion locale de la malnutrition aiguë et des problèmes liés à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, ainsi que les programmes de nutrition maternelle connexes.
- **Protéger les groupes les plus vulnérables, à commencer par les femmes, qui jouent un rôle clé au sein du foyer et dans la prestation de services essentiels**, et fournir une aide aux enfants qui n'ont plus accès aux repas scolaires.
- **Adapter les programmes de protection sociale aux besoins en matière de nutrition** et évaluer les avantages potentiels des différentes modalités de prestation – en nature, en espèces, sous forme de bons d'achat ou de systèmes publics de distribution de nourriture –, lesquelles doivent garantir l'accès à des repas diversifiés, équilibrés et nutritifs.

Troisièmement, nous devons investir dans un avenir durable. L'accélération des investissements devrait être un élément central de la réponse à la pandémie de COVID-19, avec pour objectif immédiat d'assurer le maintien et l'amélioration des moyens de subsistance, tout en préparant l'évolution vers un système alimentaire plus inclusif, écologiquement durable et solide. Les investissements réalisés pendant et après la crise de la COVID-19 peuvent accélérer la transition vers des systèmes alimentaires offrant une meilleure résistance aux futures pandémies et une meilleure protection pour tous. L'objectif devrait être de mettre en place un système alimentaire adapté aux besoins de la population mondiale et qui tienne compte des ressources limitées disponibles sur notre planète. Les investissements liés à la riposte à la COVID-19 et à la relance doivent être pris en compte et servir cet objectif à long terme d'un monde plus inclusif et plus durable. Pour ce faire, il faudra notamment :

- **Transformer les systèmes alimentaires** pour qu'ils soient plus respectueux de la nature et du climat ;
- **Jeter les bases d'une reprise plus inclusive, plus verte et plus solide** en s'assurant que les ressources débloquées pour combattre la crise de la COVID-19 sont utilisées dans le cadre d'une approche visant à transformer les systèmes actuels et que leur attribution repose sur des données factuelles ;
- **Saisir l'occasion du Sommet sur les systèmes alimentaires organisé par le Secrétaire général en 2021**, et du processus préparatoire, pour engager des dialogues inclusifs et mener les actions ambitieuses et multipartites nécessaires pour mettre un terme à la faim dans le monde, et améliorer la santé et le bien-être des populations et l'état de la planète.

1. COVID-19 : VERS UNE CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE IMMINENTE

Nous devons bientôt faire face à une crise alimentaire mondiale dont l'ampleur, bien qu'incertaine, devrait être très importante¹². Cette crise est principalement due à la pandémie de COVID-19 et aux mesures de contrôle et d'atténuation mises en œuvre dans le monde entier, ainsi qu'aux lourdes conséquences de ces dernières sur le plan économique. Les conflits, les catastrophes naturelles, les invasions de nuisibles et les fléaux transcontinentaux ont précédé la COVID-19 et sapient déjà la sécurité alimentaire dans de nombreux endroits. Néanmoins, nos systèmes alimentaires connaissent des problèmes structurels profonds que nous ne pouvons plus ignorer.

Qu'est-ce qu'une crise alimentaire ?

Une crise alimentaire est définie comme une situation extraordinaire dans laquelle des personnes ne peuvent satisfaire leurs besoins vitaux, ou qui menace gravement et façon imminente la vie et le bien-être des personnes concernées.

Cette crise alimentaire ne sera pas semblable à celle de 2008 ni aux urgences locales observées ces cinquante dernières années, qui ont principalement résulté de catastrophes naturelles et de conflits humains¹³. Pour l'heure, les marchés alimentaires mondiaux résistent grâce à des stocks abondants pour la plupart des

denrées de base, après de bonnes récoltes en 2019.



Les plus grandes menaces pour la sécurité alimentaire et la nutrition auront probablement d'autres origines, telles que l'effondrement de la demande mondiale de produits agroalimentaires, la perturbation de plus en plus forte des marchés alimentaires locaux et les difficultés croissantes d'accès à la nourriture en raison de la perte de sources de revenus essentielles¹⁴. Ces effets combinés pourraient se traduire, au cours du second semestre de 2020, par une baisse de l'approvisionnement en denrées alimentaires au niveau international et, plus encore, au niveau local dans de nombreux pays, avec pour conséquence une hausse des prix et des problèmes d'accès à la nourriture.

Des conséquences sur la vie des populations sont à prévoir d'ici à la fin de 2020 dans les pays pauvres comme dans les pays riches. Les stocks alimentaires ont probablement diminué en

¹² <http://www.fao.org/3/X6868E/x6868e00.htm>.

¹³ <http://www.fao.org/documents/card/fr/c/ca8833en/>.

¹⁴ <http://www.fao.org/publications/card/fr/c/CA8657FR>.

raison de pénuries alimentaires de plus en plus fréquentes au niveau local. Les marchandises de valeur comme les fruits et légumes, la viande, le poisson et les produits laitiers, bien que facilement disponibles pour l'instant, ont tendance à pâtir davantage des problèmes logistiques car elles sont très périssables et leur production nécessite une main-d'œuvre importante¹⁵. Les données en temps réel sur les mouvements de denrées alimentaires par type de produit contribuent à réduire l'incertitude et à limiter les réactions de panique des pays en cas de perturbations dans l'approvisionnement, qu'elles soient internes ou externes.

Dans de nombreux pays, les prix des denrées alimentaires augmentent dans les villes, où l'on trouve la plus forte concentration de consommateurs, alors même que ces prix baissent dans les zones rurales, où ces denrées sont produites, regroupées, triées, distribuées et transportées vers les marchés urbains et semi-urbains¹⁶. Ces disparités sont dues au fait que l'offre de produits alimentaires issus des zones rurales ne permet pas de répondre à la demande des villes et des pays importateurs. Dans les régions où ces processus requièrent une importante main-d'œuvre et dans les zones densément peuplées, les craintes liées à des contacts excessifs et au manque de protection des travailleurs du secteur agroalimentaire posent également problème.

Lorsque le lait et les produits laitiers, les fruits et légumes, la viande et le poisson ne parviennent pas aux marchés de gros et de détail, les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs et les commerçants subissent des pertes de revenus importantes. Ils ont alors moins de ressources pour préparer la saison suivante, qu'il s'agisse de semis, de pêches ou d'élevage et d'abattage de bétail. En outre, d'importantes quantités de nourriture qui parviennent aux détaillants et aux consommateurs sont gaspillées en raison des fermetures de restaurants et du réflexe d'accumulation des consommateurs, qui craignent de ne plus avoir accès aux magasins de détail.

Il existe des moyens d'éviter certaines perturbations. L'expérience acquise lors de l'apparition de la maladie à virus Ebola, en 2014, a montré que l'adoption de mesures de restriction entraînait des perturbations dans la collecte et le transport des produits agricoles vers les marchés¹⁷. La réduction de la demande de produits périssables a entraîné une forte baisse des revenus des petites exploitations agricoles familiales et des autres petits producteurs. Ceux-ci n'ont alors pas pu se procurer toutes les ressources nécessaires au fonctionnement de leurs exploitations, ce qui a perturbé la production. La crise sanitaire a engendré une crise de l'emploi et des moyens de subsistance, qui a engendré à son tour une crise alimentaire. Pour éviter de telles perturbations, il est important que les gouvernements reconnaissent comme essentiels les services alimentaires et nutritionnels, assurent la sécurité alimentaire et aident à la commercialisation ou au stockage des aliments, ou adoptent d'autres mesures pour protéger les revenus et l'accès aux aliments.

Reconnaissant la nécessité d'une action rapide pour éviter que l'urgence ne se propage ou ne s'aggrave, le Secrétaire général a lancé le [Plan de réponse humanitaire global COVID-19](#). Les besoins de financement du Plan, qui ont été actualisés en mai, sont passés de 2,01 milliards de dollars, à l'origine, à 6,7 milliards de dollars. Cette augmentation significative est due à une meilleure compréhension des besoins humanitaires, en particulier l'urgence croissante en matière de sécurité alimentaire, et à l'inclusion de dix pays prioritaires supplémentaires sur la base d'une analyse de la vulnérabilité à la pandémie et de la capacité de réponse locale.

¹⁵ <https://www.nature.com/articles/d41586-020-01181-3?proof=trueMay%2525252F>.

¹⁶ <https://datalab.review.fao.org/dailyprices.html>.

¹⁷ <http://www.fao.org/3/a-i5641e.pdf>.

En outre, le Plan de réponse humanitaire global COVID-19 vise à préserver la capacité des personnes les plus vulnérables à faire face à des besoins essentiels supplémentaires, notamment alimentaires, en maintenant leurs activités de production et en leur garantissant l'accès aux filets de protection sociale et à l'aide humanitaire. Il vise également à maintenir la continuité de la chaîne d'approvisionnement en produits de base essentiels, tels que les intrants alimentaires et agricoles, et en produits nutritionnels essentiels, notamment les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi pour les enfants souffrant de malnutrition.

2. CRISE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE : QUI SONT LES PERSONNES LES PLUS VULNÉRABLES ?

Il est essentiel de reconnaître que les personnes les plus vulnérables à la crise alimentaire et nutritionnelle dans le contexte de la COVID-19 sont celles qui étaient déjà exposées à des privations alimentaires et nutritionnelles critiques avant le début de la crise. Plus de 820 millions de personnes étaient déjà classées comme étant en situation d'insécurité alimentaire avant que la crise ne commence¹⁸. Sur ce nombre, on estime que 135 millions de personnes connaissent une situation de crise, d'urgence, voire de famine, d'après le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), qui est utilisé dans le monde entier pour établir des mesures objectives concernant les risques de défaillance alimentaire et nutritionnelle et pour hiérarchiser les ressources nécessaires et les actions à mener¹⁹. Selon le Programme alimentaire mondial, 130 millions de personnes supplémentaires pourraient entrer dans l'une de ces catégories d'ici la fin de l'année²⁰. Le suivi de la sécurité alimentaire des ménages en temps quasi réel et les estimations basées sur des modèles suggèrent que la détérioration des conditions d'emploi et d'autres facteurs pourraient avoir fait basculer jusqu'à 45 millions de personnes dans une insécurité alimentaire aiguë depuis février 2020, majoritairement (33 millions) en Asie du Sud et du Sud-Est, et principalement en Afrique subsaharienne pour le reste²¹.

¹⁸ L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2019.

¹⁹ Rapport mondial sur les crises alimentaires, 2020.

²⁰ <https://insight.wfp.org/covid-19-will-almost-double-people-in-acute-hunger-by-end-of-2020-59df0c4a8072>.

²¹ <https://hungermap.wfp.org/>.

Des menaces multiples. En Afrique de l'Est, la saison des pluies de mars à mai a été l'une des plus humides que la région ait connues depuis 1981, après une saison des pluies déjà record entre octobre et décembre 2019. L'arrivée précoce des pluies et le niveau de précipitations supérieur à la moyenne depuis février ont favorisé la préparation des terres et les semis en Somalie, au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda, au Rwanda et au Burundi, ainsi que la saison belg en Éthiopie.

Toutefois, les pluies abondantes ont également provoqué des inondations localisées, des coulées de boue, des crues soudaines et des débordements de rivières au cours des derniers mois, causant des pertes humaines, des déplacements de population, et des dommages aux infrastructures et aux cultures dans certaines régions du Kenya, de l'Éthiopie, de la Somalie, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Rwanda, du Burundi et du Yémen. Si les pluies sont bénéfiques pour les plantations et le développement des cultures, des pertes localisées et des dommages aux cultures sont à prévoir dans les zones les plus touchées par les inondations.

Les pluies abondantes ont également favorisé la reproduction et le développement des criquets pèlerins et ont prolongé l'apparition de la maladie dans toute la région, ce qui continue à représenter une menace importante pour les cultures de la saison principale. La situation est particulièrement inquiétante en Éthiopie, en Somalie et au Kenya. Les essaims de criquets pèlerins y sont extrêmement importants, très mobiles, et endommagent les cultures vivrières et fourragères.

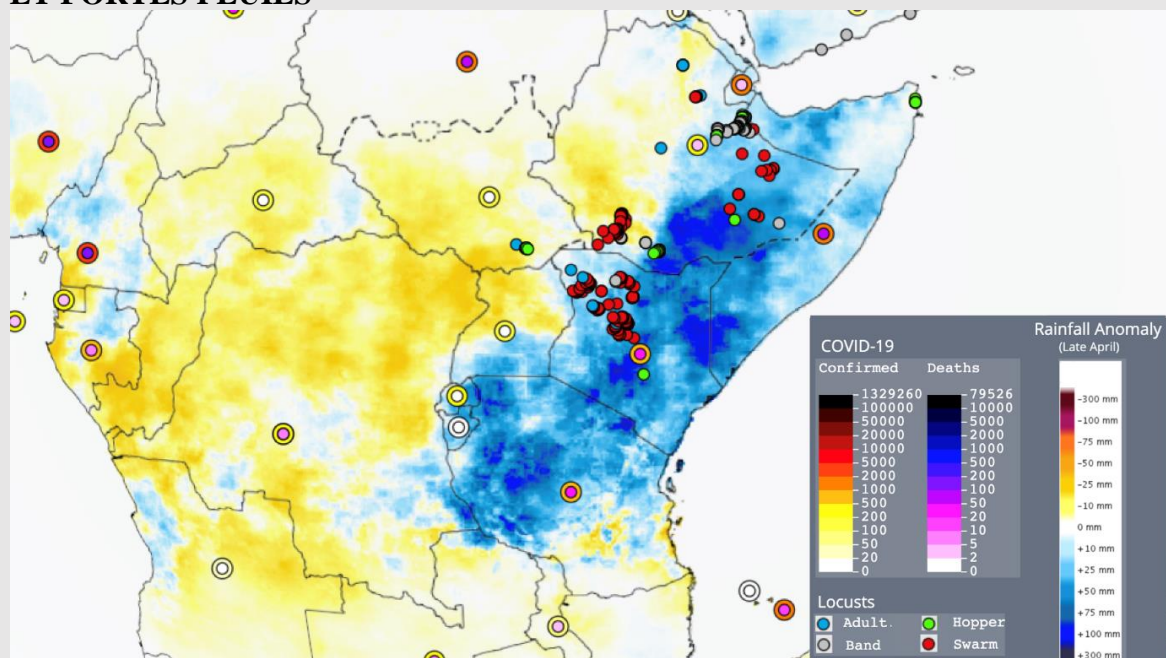
Le criquet pèlerin est le nuisible migrateur le plus destructeur du monde. En réponse à des stimuli environnementaux, des essaims denses et très mobiles de criquets pèlerins peuvent se former. Ce sont des insectes voraces qui consomment leur propre poids par jour, en ciblant les cultures vivrières et le fourrage. Un seul kilomètre carré d'essaim peut contenir jusqu'à 80 millions d'adultes capables de consommer la même quantité de nourriture en un jour que 35 000 personnes.

Avec la COVID-19, les inondations et la propagation de ces criquets, les populations d'Afrique de l'Est doivent faire face à une triple menace.

- <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Special Report East Africa 202005.pdf>.

- <http://www.fao.org/ag/locusts/fr/info/info/index.html>.

Figure 1. Une triple menace en Afrique de l'Est : COVID-19, CRIQUETS ET FORTES PLUIES



Le nombre d'enfants de moins de cinq ans trop petits pour leur âge ou souffrant d'un retard de croissance s'élève aujourd'hui à 144 millions, soit plus d'un enfant sur cinq dans le monde. Actuellement, 47 millions d'enfants de moins de cinq ans sont considérés comme émaciés, c'est-à-dire qu'ils présentent une grave insuffisance pondérale pour leur âge²². Si ces deux chiffres constituent une amélioration par rapport au passé récent, les progrès réalisés peuvent être rapidement anéantis. Les effets du retard de croissance et de l'émaciation au cours de la petite enfance durent toute une vie. Les enfants qui en souffrent ne peuvent pas réaliser leur plein potentiel physique ou mental. L'émaciation augmente la probabilité que ces enfants deviennent pauvres et souffrent d'une mauvaise santé tout au long de leur vie, et qu'eux-mêmes et leurs enfants après eux meurent prématurément.

De nombreux éléments indiquent déjà que ces chiffres pourraient augmenter rapidement faute d'interventions précoces visant à sauver des vies et à rétablir les moyens de subsistance. Au cours des deux prochaines années, la production économique mondiale devrait baisser de 8 500 milliards de dollars à cause du coronavirus²³. Selon les estimations, quelque 49 millions de personnes pourraient basculer dans l'extrême pauvreté en 2020, dont la moitié dans les pays d'Afrique subsaharienne²⁴. Si cela devait se produire, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire ou nutritionnelle aiguë augmenterait rapidement en trois mois seulement²⁵. D'ici 2030, 130 millions de personnes supplémentaires pourraient tomber dans l'extrême pauvreté²⁶.

²² *Global Nutrition Report, 2020.*

²³ <https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/world-economic-situation-and-prospects-as-of-mid-2020/>.

²⁴ <https://blogs.worldbank.org/voices/covid-19-will-hit-poor-hardest-heres-what-we-can-do-about-it>.

²⁵ <http://www.fao.org/3/ca8800fr/CA8800FR.pdf>.

²⁶ <https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/world-economic-situation-and-prospects-as-of-mid-2020/>.

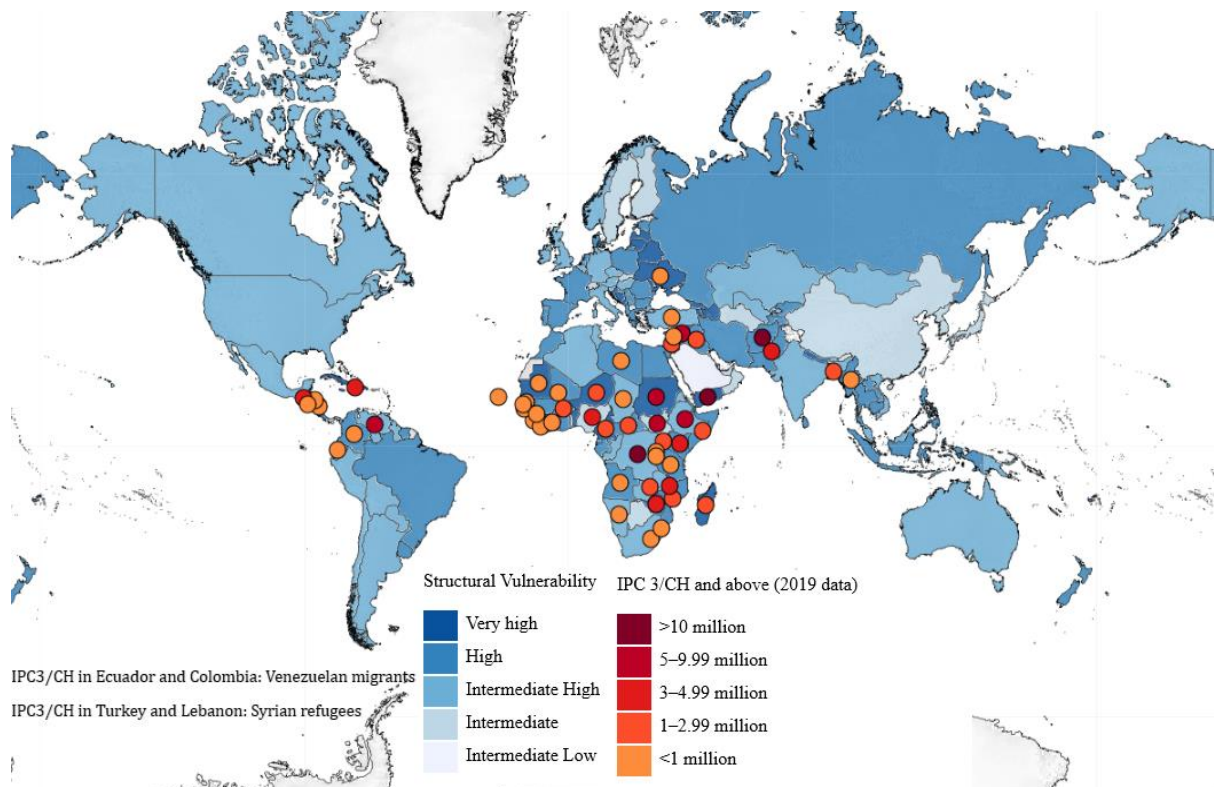
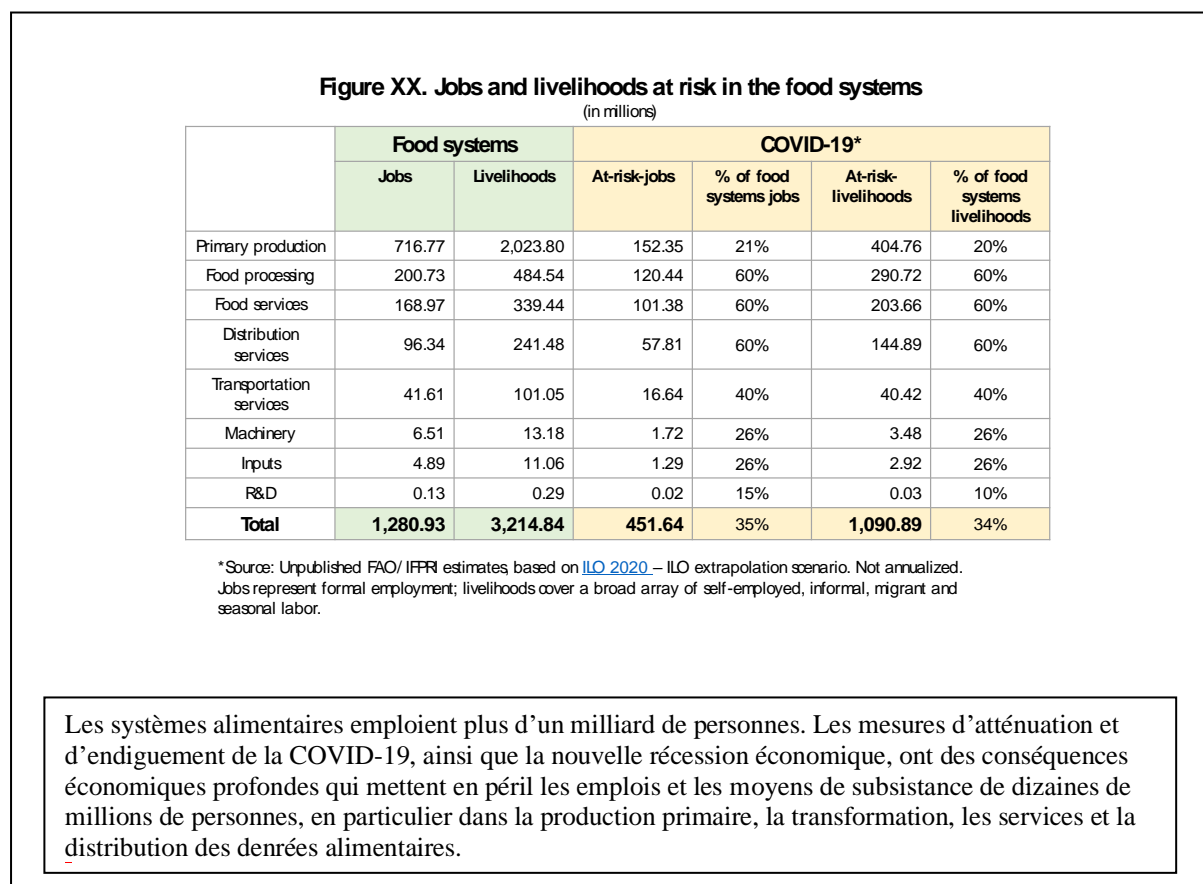


Figure 2. Vulnérabilité structurelle et zones d'insécurité alimentaire connues

Il est difficile de mesurer les effets de la crise de la COVID-19 et de la forte récession économique qu'elle a entraînée sur la sécurité alimentaire car ceux-ci ne sont pas encore pleinement connus. La figure 2 combine deux types d'informations : la vulnérabilité structurelle des pays et les zones d'insécurité alimentaire antérieures à la COVID-19. Bien qu'elles ne constituent pas une mesure de l'insécurité alimentaire, les données relatives à la vulnérabilité structurelle des pays tiennent compte de six vecteurs de risque possibles, qui ont servi à établir une échelle de l'exposition aux effets de la COVID-19 pour les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. Sur la carte, les pays apparaissent en bleu clair à bleu foncé en fonction du nombre de vecteurs de risque auxquels ils sont exposés. Ces vecteurs sont : l'offre agricole, le taux de change, le marché de l'énergie, le marché du crédit, le commerce, et la demande de produits agricoles combinée aux facteurs macroéconomiques.

<http://www.fao.org/3/ca8430en/CA8430EN.pdf>

Figure 3 : emplois et moyens de subsistance menacés dans les systèmes alimentaires (en millions)



Nombre de ces personnes vulnérables sont elles-mêmes impliquées dans la production alimentaire ou dans des tâches liées aux systèmes alimentaires pour garantir leur propre accès à la nourriture. Ces personnes comprennent :

- Plus de 2 milliards de petits producteurs, d'ouvriers agricoles, de travailleurs ruraux et leurs familles, qui représentent une grande partie des personnes souffrant d'une insécurité alimentaire modérée ou grave et peuvent être touchés de manière disproportionnée par le choc économique ;
- Des femmes, qui représentent en moyenne 43 % de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement et, selon les estimations, deux tiers des 600 millions d'éleveurs pauvres dans le monde. Parmi les femmes des pays les moins avancés qui déclarent être économiquement actives, 79 % déclarent que l'agriculture est leur principale source de subsistance (ce qui représente 48 % des femmes économiquement actives dans le monde)²⁷ ;

²⁷ <http://www.fao.org/gender/resources/infographics/infographic/fr/>. Voir également la note de synthèse sur l'impact de la COVID-19 sur les femmes.

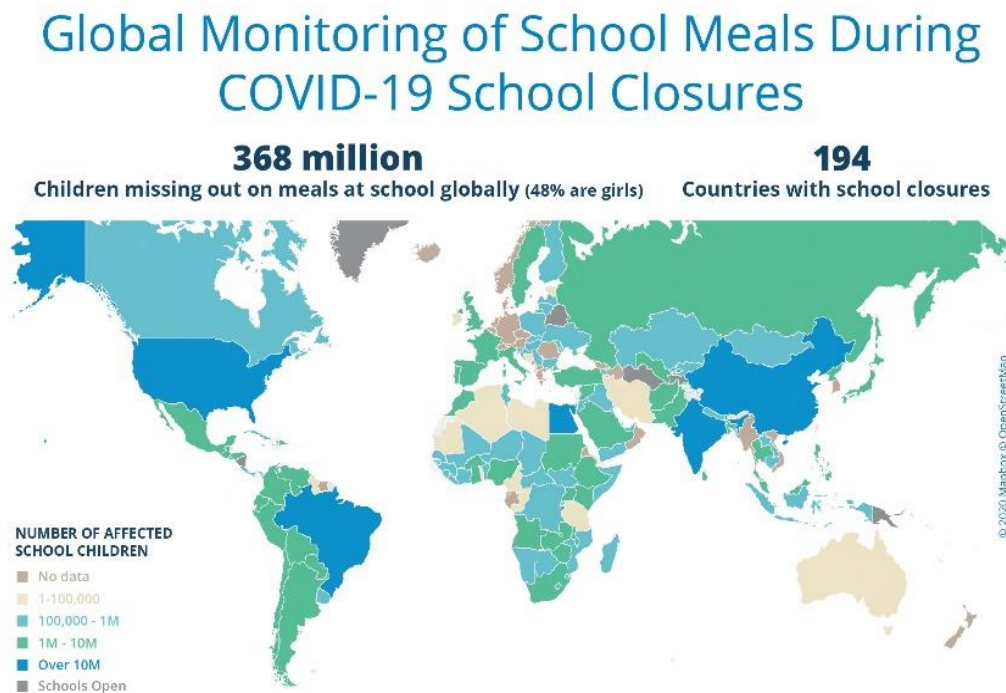
- Des jeunes ruraux, dont la majorité sont employés dans l'économie informelle comme travailleurs familiaux, agriculteurs de subsistance, micro-entrepreneurs à domicile ou travailleurs non qualifiés²⁸ ;
- Des migrants, des travailleurs saisonniers et des communautés déplacées qui assurent la récolte de produits agricoles ou alimentaires mais qui se retrouvent bloqués du fait de restrictions internes ou de la fermeture des frontières extérieures, et sont exposés à des risques de contagion lors de leurs déplacements²⁹ ;
- Des travailleurs qui s'occupent de la collecte, de la transformation, de la commercialisation et de la distribution des denrées alimentaires, y compris les grossistes et les détaillants ainsi que les vendeurs informels. Ils sont particulièrement exposés à la COVID-19 et à la perturbation de leurs moyens de subsistance ;
- Des pauvres des zones rurales dont les revenus dépendent de l'économie agroalimentaire et qui sont confrontés à des contraintes supplémentaires pour accéder à la nourriture et aux services de santé de base ;
- Des réfugiés et des populations déplacées dont l'accès au travail, au droit de cultiver la terre, au droit de circuler librement et à d'autres libertés est limité sur le plan légal, et qui dépendent actuellement du secteur informel ou de l'aide humanitaire pour satisfaire leurs besoins fondamentaux³⁰.

²⁸ <http://www.fao.org/rural-employment/rural-employmentwork-areas/rural-employmentwork-areasyouth-employment/fr/>.

²⁹ [Voir la note de synthèse sur la COVID-19 et les personnes en situation de déplacement.](#)

³⁰ Ibid.

Figure 4. Distribution de repas scolaires à l'échelle mondiale pendant la période de fermeture des écoles liée à la COVID-19 (AU 20 MAI)



Parmi les nombreuses autres personnes souffrant de la faim et de la malnutrition figurent celles qui ne peuvent accéder de façon régulière, fiable et sûre à une alimentation nutritive en raison de facteurs indépendants de leur volonté. Ces personnes comprennent :

- En fin mai, 368 millions d'écoliers qui ne bénéficient plus de repas scolaires, qui couvrent habituellement la majeure partie de leurs besoins nutritionnels quotidiens³¹ ;
- Les personnes bénéficiant de services de soins nutritionnels, comme les femmes et les enfants durant les mille premiers jours suivant la conception, les malades, les personnes âgées et les personnes ayant des besoins particuliers ;
- Les enfants séparés de leur mère ou de leur gardien pour quelque raison que ce soit ;
- Les parents des quelque 200 millions de travailleurs migrants partis s'établir dans plus de 40 pays et dont la capacité à envoyer des fonds est affectée par les pertes d'emplois et de revenus. Ils représentent 800 millions de personnes réparties dans plus de 125 pays. Les envois de fonds dans le monde devraient diminuer de 20 % en 2020. Cela se traduit par une baisse de 110 milliards de dollars des États-Unis des ressources disponibles pour la nourriture et les autres produits de première nécessité pour des millions de familles de migrants³² ;

³¹ <https://www.wfp.org/news/new-digital-map-shows-terrible-impact-covid-19-school-meals-around-world>.

³² <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history>.

- Les 490 millions de personnes vivant dans des pays touchés par des conflits³³ ;
- Les 70 millions de réfugiés, de personnes déplacées et de demandeurs d’asile dans le monde entier qui ne bénéficient pas forcément des politiques publiques en raison des critères d’exclusion fixés par certains États, de l’absence de papiers d’identité ou qui n’ont pas accès à l’emploi ou à des activités autonomes ;
- Les citadins pauvres, dont l’alimentation est de piètre qualité et les conditions de vie sont gravement dégradées, la moitié de la population mondiale étant confinée dans les villes ;
- L’obésité est également associée à une létalité plus élevée en lien avec la COVID-19³⁴. Près de 678 millions de personnes sont considérées comme obèses et plus de 2 milliards sont en surpoids. Parmi les enfants de moins de cinq ans, 40,1 millions sont en surpoids³⁵.

Intégrer les plateformes de données et accélérer la révolution des données relatives à l’alimentation et la nutrition

Il est essentiel de comprendre qui souffre de la faim et de la malnutrition pour créer une dynamique d’action, orienter la prise de décisions et mobiliser les personnes vulnérables en leur donnant des moyens d’agir. Il est nécessaire de mettre en place une surveillance et un suivi performants afin de sauver des vies durant cette crise et toute autre crise future. La nécessité d’investir dans des systèmes de surveillance améliorés et dans l’analyse prédictive est devenue évidente dans le contexte de la COVID-19. La communauté des fournisseurs de données doit adapter et intégrer ses outils afin de fournir en temps utile une mesure fiable de l’impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et de rendre ces données faciles d’accès, d’interprétation et d’utilisation par les décideurs politiques, pour leur permettre de prendre des décisions sur la base d’éléments factuels. Dans ce domaine, les progrès seraient encore plus importants si les acteurs humanitaires et du développement unissaient leurs forces pour combler les lacunes des systèmes de collecte de données existants, définir des normes en matière de données et d’analyse lorsque celles-ci font défaut, et collaborer avec les pays qui disposent de données limitées ou dont l’analyse fait systématiquement débat.

3. FINANCEMENT D’URGENCE DESTINÉ À PRÉVENIR LES EFFETS DE LA PANDÉMIE ET DES CHOCS ÉCONOMIQUES

La crise touche tous les acteurs du système alimentaire. Les producteurs, les petites et moyennes entreprises agroalimentaires et les institutions financières pourraient voir leurs liquidités baisser brutalement pour les raisons suivantes : ralentissement de la capacité de production, rétrécissement de l’accès au marché, réduction des envois de fonds, absence d’emplois et frais médicaux imprévus. Les fournisseurs de crédit, y compris les banques et les

³³ SOFI, 2019.

³⁴ Voir [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(20\)31024-2/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(20)31024-2/fulltext).

³⁵ [Rapport sur la nutrition mondiale 2020](#).

coopératives, pourraient ne plus répondre à l'appel. Les problèmes de trésorerie seront exacerbés pour ceux qui ont des prêts ou n'ont plus de revenus.

À mesure que les pays mettent en place de gros plans d'aide et de relance, le risque est grand que ceux-ci ne bénéficient pas aux plus vulnérables. L'accent doit être mis sur des mesures ciblées qui atténuent les contraintes de liquidité des entreprises et des ménages vulnérables. Cela est particulièrement vrai pour les populations pauvres des zones rurales, pour lesquelles ces programmes devraient être adaptés de sorte à tenir compte de leurs besoins particuliers en matière de liquidités. Les institutions financières et les entreprises agroalimentaires qui travaillent avec de petits producteurs et de petites entreprises doivent mettre à leur disposition toute une gamme d'outils financiers pour leur permettre de protéger leurs liquidités. Elles doivent pouvoir accorder des prêts d'urgence à des conditions très favorables, des subventions ou des prêts pour la continuité des activités, ou un moratoire ou une annulation du remboursement des prêts.

De nombreux pays auront besoin d'une plus grande marge de manœuvre budgétaire pour mettre en place ces programmes. Le cumul de la perte de production prévue pour 2020 et 2021 annulera presque tous les gains de production des quatre années précédentes. Dans le monde entier, les pays mettent en place des mesures de relance budgétaire – équivalant globalement à environ 10 % du PIB mondial – pour lutter contre la pandémie et atténuer l'impact d'un ralentissement économique catastrophique³⁶. La communauté internationale devra accompagner les pays en développement, dont les problèmes budgétaires s'aggravent, notamment à cause de la dette ou du recul soudain de la performance économique du fait de la pandémie. Le Secrétaire général a demandé un ensemble de mesures d'allègement au profit des pays en développement, un moratoire général et une restructuration de la dette ou d'autres mesures à cet effet³⁷.

4. MESURES PRIORITAIRES RECOMMANDÉES

1 – Se mobiliser pour sauver des vies et des sources de revenus, en intervenant en priorité là où le risque est le plus aigu

1.1. Préserver l'aide humanitaire essentielle dont bénéficient les groupes vulnérables en matière d'alimentation, de moyens de subsistance et de nutrition, et l'augmenter ou l'adapter en fonction des conséquences prévues de la pandémie de COVID-19

Compte tenu de la nature de la pandémie, il est nécessaire de mettre en place des modèles nouveaux et souples de distribution de nourriture, qui réduisent au minimum les contacts physiques. Les gouvernements et les acteurs humanitaires doivent anticiper là où les crises se dérouleront, qui sera le plus touché et quelles seront les mesures les plus efficaces par rapport

³⁶ <https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/world-economic-situation-and-prospects-as-of-mid-2020/>.

³⁷ [Voir également les notes de synthèse sur les incidences socioéconomiques de la COVID-19, l'impact de la COVID-19 en Afrique et les conclusions de la Réunion de haut niveau sur le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après \(28 mai\).](#)

au coût. Plus important encore, ils doivent renforcer dès maintenant les mesures de préparation et de prévention, notamment :

- Fournir une aide alimentaire et financière afin de sauver des vies et les moyens de subsistance dans les endroits les plus fragiles, notamment par des achats anticipés et la constitution préalable de stocks tampons pour soutenir les programmes existants ;
- Protéger l'allaitement maternel et garantir aux nourrissons et aux jeunes enfants un accès en temps utile aux aliments complémentaires et thérapeutiques ainsi qu'aux suppléments de micronutriments et autres produits nutritionnels essentiels ;
- Exploiter, adapter et développer les filets de protection sociale à grande échelle, tels que les programmes de repas scolaires ;
- Assurer l'acheminement en toute sécurité du personnel et de l'aide humanitaires, aux niveaux local, national et mondial. Si nécessaire, avoir recours à la diplomatie humanitaire pour faciliter ce processus, protéger les opérations humanitaires et permettre aux convois d'aide de parvenir jusqu'aux civils ;
- Assurer l'accès humanitaire et mettre en place des services humanitaires communs (transport aérien, transport maritime, stockage et transport) ainsi que des services d'ingénierie dans les zones touchées par la pandémie.

1.2. Déclarer la production, la commercialisation et la distribution de denrées alimentaires essentielles partout dans le monde afin de maintenir ouverts les couloirs destinés aux échanges commerciaux pour que les systèmes alimentaires essentiels puissent fonctionner sans interruption dans tous les pays

Il est essentiel que toutes les personnes qui travaillent dans le secteur de l'alimentation et de la nutrition soient protégées contre l'exposition à la COVID-19, tout comme les travailleurs de première ligne et les autres travailleurs essentiels. Cela est particulièrement important lorsque ces personnes sont en contact avec le grand public ou avec un grand nombre de personnes, comme dans les marchés de gros, les usines de transformation des aliments, les banques alimentaires, ou en contact étroit avec les clients, par exemple les conseillères en allaitement, les agents de nutrition communautaires et les épiciers. Lorsque les masques et autres équipements de protection individuelle ne sont pas disponibles, des mesures spéciales de distanciation physique, d'étalement des heures ou d'automatisation du tri et du comptage pourraient être opportunes.

- Renforcer les échanges interrégionaux peut accroître la demande régionale, atténuant les graves répercussions que la récession pourrait avoir sur la demande. Il convient d'éviter d'ériger des obstacles au commerce ou de perturber les chaînes d'approvisionnement alimentaire nationales et mondiales, dans le cadre des mesures de lutte et d'atténuation concernant la COVID-19, telles que les interdictions d'importation ou d'exportation de certains produits. Lorsqu'elles sont nécessaires, elles doivent être conformes aux règles de l'Organisation mondiale du commerce et être ciblées, proportionnées, transparentes et temporaires³⁸. En particulier, comme l'ont indiqué les ministres de l'agriculture du G20, les États doivent se garder de toute mesure susceptible d'entraîner une volatilité excessive des prix alimentaires sur les marchés internationaux ou de menacer la sécurité alimentaire et la nutrition d'une grande partie de la population mondiale.

³⁸ https://www.wto.org/french/news_f/news20_f/ddgaw_20apr20_f.htm.

1.3 Développer l'utilisation de systèmes de surveillance fréquente de la sécurité alimentaire afin de fournir des informations actualisées sur les conséquences de l'épidémie et de mieux comprendre qui est le plus à risque

La crise exige une surveillance et une évaluation supplémentaires et renforcées pour suivre et anticiper les conséquences sur la nutrition de la lutte contre la pandémie et du choc économique. L'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue, liée à l'indicateur 2.1.2 relatif à l'objectif de développement durable n° 2, permet de mieux observer la faim et peut être utilisée pour un suivi mensuel ou plus fréquent en temps de crise³⁹. Elle est essentielle au suivi de l'évolution d'une insécurité alimentaire grave, en particulier pour repérer les nouveaux points chauds géospatiaux.

Malgré les améliorations constantes, en situation de crise, la collecte de données et l'analyse prédictive dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition présentent de nombreuses limites en raison, entre autres, de l'insuffisance des données et de la difficulté de comparer les différents critères mesurables.

Si les outils existants peuvent être perfectionnés pour mieux comprendre les effets de la COVID-19, il faut également que les gouvernements, les experts, les producteurs d'aliments, les distributeurs et les autres acteurs du marché alimentaire partagent les données, les informations et les analyses afin de mieux comprendre les divers effets de la pandémie sur la sécurité alimentaire, la nutrition et le fonctionnement général du système alimentaire en temps réel. Plusieurs options sont disponibles pour assurer la collecte et l'analyse approfondies et en temps utile des données relatives au fonctionnement des systèmes alimentaires :

- Collecte de données par téléphone mobile ou à distance au moyen d'entretiens et d'enquêtes téléphoniques pour comprendre la situation des consommateurs et des producteurs de denrées alimentaires ;
- Télédétection, intelligence artificielle et autres données disponibles en temps réel pour surveiller la santé et l'intensité des cultures, la densité de population dans les points d'agrégation et les centres de commercialisation, et l'accumulation du gaspillage et de la détérioration alimentaires ;
- Application au niveau national d'outils d'observation de la terre et de suivi des calendriers et des prix des cultures pour renforcer les capacités nationales de gestion des informations relatives à la sécurité alimentaire.
- Les calendriers des cultures, qui indiquent les périodes critiques de plantation et de récolte, peuvent être étudiés en tenant compte des informations sur les foyers de la COVID-19 au niveau infranational⁴⁰. Ces informations peuvent aider les pays à planifier stratégiquement les tâches d'ensemencement, de plantation et de récolte afin de garantir un approvisionnement alimentaire continu avant, pendant et après le confinement.

1.4. Maintenir la liquidité et promouvoir l'inclusion financière, en particulier dans les zones rurales

L'action de l'ensemble des partenaires de développement doit être globale et coordonnée. Pour que les plus vulnérables soient pris en charge, la communauté financière internationale

³⁹ <http://www.fao.org/in-action/voices-of-the-hungry/fies/fr/>.

⁴⁰ <http://www.fao.org/2019-ncov/covid-19-crop-calendars/fr/>.

devra accorder à de nombreux pays des financements, des dons à des conditions favorables et, peut-être, un allègement ou un refinancement de la dette. Sans financement adéquat, les problèmes temporaires de liquidité pourraient se transformer en problèmes de solvabilité, en particulier pour les économies qui dépendent fortement de secteurs tels que le tourisme ou le commerce des matières premières, touchés par la crise, ainsi que pour celles qui étaient déjà en situation de surendettement, ce qui aurait des effets à long terme sur l'activité économique. Il est donc recommandé que les pays et autres parties prenantes prennent les mesures suivantes :

- S'assurer que les personnes les plus vulnérables bénéficient de mesures d'aide et de relance, notamment en répondant aux besoins de liquidités des petits producteurs de denrées alimentaires et des entreprises rurales ;
- Accélérer les efforts visant à élargir l'accès aux services financiers, notamment par le déploiement d'innovations technologiques et de produits ;
- Maintenir l'accent sur l'inclusion financière. De plus en plus, les technologies financières numériques deviennent nécessaires pour étendre l'offre de crédit aux zones mal desservies et peuvent être particulièrement utiles dans les zones sous confinement ; et
- Offrir des options de financement complètes et coordonnées aux pays dans le besoin afin qu'ils puissent faire face aux besoins de liquidités à court terme, comme cela a été défini à la réunion de haut niveau sur le financement du développement, qui s'est tenue le 28 mai⁴¹.

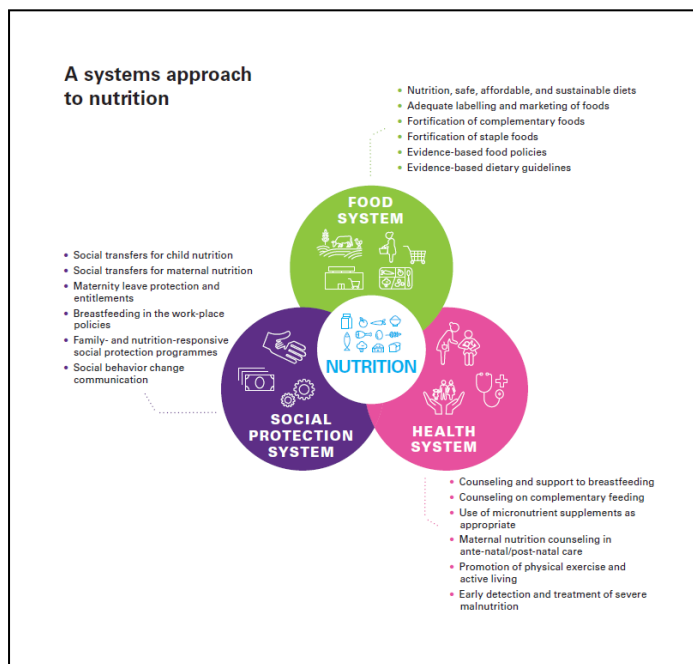
2 – Renforcer les systèmes de protection sociale pour la nutrition

Les troubles sociaux et les chocs économiques découlant des mesures de lutte contre la COVID-19 et d'atténuation de ses effets sont graves. Heureusement, presque partout, les gouvernements et les institutions financières réagissent avec une rapidité sans précédent. Investir dans la protection sociale peut être un moyen puissant de renforcer l'accès des personnes, en particulier des groupes vulnérables dans les zones urbaines et rurales, à l'alimentation, à la nutrition et aux services essentiels.

Accompagnés d'investissements et de politiques adaptés, la protection sociale, les systèmes de santé et les systèmes alimentaires peuvent, ensemble, répondre globalement aux besoins nutritionnels d'une population. Ces mesures garantissent que les dépenses publiques servent à maintenir le fonctionnement des marchés agroalimentaires locaux et nationaux, à renforcer la réponse du secteur de la santé en matière de soins nutritionnels et à autonomiser les femmes et les personnes en charge du foyer, qui sont celles qui prennent les décisions concernant les choix alimentaires du ménage. Ces mesures protègent les travailleurs du secteur alimentaire et comblent les lacunes dans la distribution des denrées alimentaires de sorte à bénéficier aux plus vulnérables.

⁴¹ [High-Level Event on Financing for Development in the Era of COVID-19 and Beyond.](#)

Figure 5. INTÉGRER UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE DE LA NUTRITION DANS LE PLAN DE RÉPONSE CONCERNANT LES CONSÉQUENCES SOCIOÉCONOMIQUES DE LA COVID-19



2.1 L'aide alimentaire et nutritionnelle doit être au cœur des programmes de protection sociale

Les personnes vivant dans la pauvreté consacrent plus de la moitié de leurs revenus à l'alimentation et pourraient bien ne plus être en mesure de le faire si elles perdent leurs sources de revenus. La qualité de l'alimentation dans de nombreux pays risque de baisser dangereusement en raison de la perte de revenus causée par la pandémie, du gel des programmes de transfert de nourriture tels que les repas scolaires et de l'effondrement des marchés alimentaires dû à la fois aux chocs liés à la demande et aux contraintes de l'offre.

Les programmes de protection sociale peuvent protéger l'accès à la nourriture en augmentant le pouvoir d'achat de ceux qui en ont besoin ou en fournissant directement de la nourriture par l'intermédiaire de programmes gouvernementaux ou communautaires. Il est important de garantir une alimentation saine et diversifiée, en plus des aliments de base. Pour lutter contre la malnutrition aiguë, il est également nécessaire d'étendre considérablement la portée des programmes communautaires et des programmes en établissement ainsi que la couverture des filets de protection sociale concernant la nutrition.

2.2 Renforcer la réponse apportée par le système de santé en matière de soins nutritionnels

La malnutrition augmentera aussi en raison de lacunes dans les soins de santé. Déjà mis à rude épreuve, les systèmes de santé seront contraints de réaffecter à la lutte contre la COVID-19 des ressources allouées à certaines fonctions importantes du point de vue nutritionnel, notamment les soins prénataux, la supplémentation en micronutriments, et la prévention et le traitement de la diarrhée, des infections et de la malnutrition aiguë chez l'enfant.

Pendant la pandémie de COVID-19, il importe d'assurer la continuité des services de nutrition, en particulier la détection précoce et la gestion locale de la malnutrition aiguë et des problèmes liés à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, ainsi que les programmes de nutrition maternelle connexes. À cette fin, des mesures adéquates devraient être prises pour prévenir la transmission de la COVID-19⁴², dans le cadre des principes généraux de continuité des services de santé essentiels⁴³.

Il est également essentiel d'élaborer des plans pour prévenir la détérioration de la situation nutritionnelle, qui peut être exacerbée par certaines mesures prises pour lutter contre la COVID-19 et susceptibles de perturber les systèmes alimentaires. Du fait de la pandémie, par exemple, il peut devenir difficile de diagnostiquer et de gérer les carences nutritionnelles dans de larges populations. Actuellement, sur les quelque 47 millions d'enfants émaciés dans le monde, seuls 10 millions reçoivent une aide. Il sera essentiel d'accélérer la mise en œuvre du Plan d'action mondial sur l'émaciation pour atténuer l'impact de la pandémie⁴⁴. Ce Plan comprend des mesures visant à prévenir et à gérer les cas d'émaciation par un soutien aux mères et aux enfants, en particulier dans les pays où la prévalence du phénomène est déjà élevée. Les mille premiers jours de la vie d'un enfant, à partir de sa conception, constituent une période critique pour jeter les bases d'une croissance et d'un développement sains.

2.3 Protéger les groupes les plus vulnérables, à commencer par les femmes, qui jouent un rôle clé au sein du foyer et dans la prestation de services essentiels

Les régimes de protection sociale doivent mettre les besoins des femmes au premier plan. Celles-ci travaillent souvent comme soignantes à domicile et comme personnel de première ligne dans le domaine de la santé. Les programmes de protection sociale doivent également identifier et cibler les groupes vulnérables, notamment les familles qui peuvent avoir recours au travail des enfants comme stratégie d'adaptation.

Certains groupes cibles peuvent être plus difficiles à atteindre en raison des restrictions de circulation. Il s'agit notamment des réfugiés, des enfants qui bénéficiaient auparavant de programmes de repas scolaires ou de programmes de nutrition communautaires, ainsi que d'un grand nombre de travailleurs informels, tels que les ouvriers agricoles, les pêcheurs, les forestiers et les travailleurs occasionnels, dont beaucoup sont des migrants.

Dans certains pays, les plans de lutte contre la COVID-19 prévoient l'adaptation des programmes alimentaires et nutritionnels scolaires à composantes multiples afin de garantir la continuité du service malgré la fermeture des écoles. Ces programmes, en particulier ceux qui portent sur d'autres aspects de la santé, tels que l'accès à l'eau et à l'assainissement et le déparasitage, sont de plus en plus reconnus comme étant importants pour le développement durable. Ils peuvent jouer un rôle crucial dans la réponse aux crises.

⁴² <https://www.nutritioncluster.net/sites/default/files/2020-04/Sudan%20NUTRITION%20SECTOR%20OPERATIONAL%20GUIDANCE%20ON%20CMAM%20%20IYCF%20during%20COVID-19%20response%20Final.pdf>.

⁴³ Organisation mondiale de la Santé, 2020 – https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/331561/WHO-2019-nCoV-essential_health_services-2020.1-eng.pdf?sequence=1&isAllowed=y.

⁴⁴ <https://www.who.int/who-documents-detail/global-action-plan-on-child-wasting-a-framework-for-action>.

2.4 Adapter les programmes de protection sociale aux besoins en matière de nutrition

Lors de la conception des programmes de protection sociale, il convient d'évaluer en premier lieu les avantages potentiels des différentes modalités de prestation – en nature, en espèces ou sous forme de bons. Les transferts en espèces et les bons d'achat doivent s'accompagner d'un soutien technique supplémentaire, d'un transfert de ressources, y compris de connaissances et de compétences, et d'un accès aux services de base, tels que la santé, la nutrition et l'éducation. Ces actions et dispositions peuvent faire une grande différence dans les situations où les marchés fonctionnent mais où l'inflation des prix des denrées alimentaires rend difficile l'achat de ces dernières, en particulier celles qui contribuent à une alimentation saine.

En raison de la généralisation du chômage et des pertes de revenus, les ménages pauvres achèteront les calories les moins chères qu'ils pourront trouver pour nourrir leur famille. Dans les pays pauvres, les calories provenant d'aliments non de base riches en nutriments, comme les œufs, les fruits et les légumes, sont souvent jusqu'à dix fois plus chères que les calories provenant du riz, du maïs, du blé ou du manioc⁴⁵. Face à la baisse drastique des revenus, les ménages vulnérables vont rapidement renoncer aux aliments riches en nutriments afin de préserver leur apport calorique.

L'aide alimentaire fournie par l'intermédiaire des systèmes de distribution publique doit offrir des repas variés, équilibrés et nutritifs. Là où les marchés fonctionnent, la fourniture de bons d'achat combinée à des programmes de protection sociale peut aider à remédier aux carences en micronutriments.

Sachant que l'éloignement physique et les restrictions de mobilité sont susceptibles de durer de nombreux mois, les gouvernements, les partenaires de développement et les institutions de microfinance devraient chercher des moyens de stimuler la mise en place de systèmes de livraison de nourriture innovants et sûrs, en particulier de systèmes qui créent des emplois. Les achats institutionnels de denrées alimentaires peuvent contribuer à fournir des aliments nutritifs et à pallier le problème des goulets d'étranglement de la production et de la commercialisation dus à la crise. L'extension des politiques de marchés publics peut également aider à compenser la perte de revenus des petits producteurs lorsque l'accès aux marchés est limité et que la demande est faible en période de crise.

3 – Investir dans un avenir durable

Des investissements spécifiques sont nécessaires pour lutter contre la perturbation des systèmes alimentaires due aux réponses nationales à la pandémie de COVID-19. Même en pleine crise, il est possible d'innover et de transformer les systèmes actuels, ce qui est essentiel si l'on souhaite jeter les bases d'une reprise inclusive, verte et solide. Sur le plan des investissements, il convient de donner la priorité aux mesures propres à résoudre les problèmes à court terme et à prévenir le transfert du fardeau de l'ajustement économique sur les populations qui sont le moins en mesure de le supporter.

Les systèmes alimentaires actuels sont également défaillants pour la planète elle-même, contribuant de manière significative au dérèglement climatique qui menace notre monde. Ils

⁴⁵ <https://www.ifpri.org/blog/covid-19-nutrition-crisis-what-expect-and-how-protect>.

sont à l'origine de 29 % de toutes les émissions de gaz à effet de serre. L'élevage de bétail représente quant à lui 14,5 % de des émissions de gaz à effet de serre liées aux activités humaines, dont 44 % sous forme de méthane⁴⁶. Trop souvent, les activités liées aux systèmes alimentaires portent atteinte à la biodiversité, contribuant à l'extinction de nombreuses espèces, à l'écocide, à la destruction des sols, à la dégradation des terres, à la pollution de l'air et de l'eau potable, à l'assèchement des aquifères, aux émissions de gaz à effet de serre, à la résistance antimicrobienne et à la propagation des zoonoses. À l'heure où nous tentons d'apporter des solutions aux problèmes socioéconomiques liés à la crise, nous serions bien inspirés de repenser la manière dont nous produisons, transformons, commercialisons et consommons nos aliments, ainsi que la gestion de nos déchets alimentaires, et de reconstruire ces systèmes en mieux. Le Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 peut servir de point de ralliement pour que la communauté mondiale s'engage à prendre des mesures ambitieuses en vue de transformer nos systèmes alimentaires au service des objectifs de développement durable et de nos objectifs communs en matière de climat.

Le prix des aliments : impact des systèmes alimentaires sur le milieu naturel

25 à 30 % des émissions totales de gaz à effet de serre sont imputables aux systèmes alimentaires. (GIEC, 2019)

Environ un million d'espèces sont déjà menacées d'extinction, dont beaucoup d'ici quelques décennies, à moins que des mesures ne soient prises pour réduire l'intensité des facteurs de perte de biodiversité. (IPBES, 2019)

Un tiers des stocks de poissons sont surexploités. (FAO, 2019)

Lorsque des surfaces forestières sont converties en cultures, la quantité de carbone stockée dans le sol diminue de 42 % ; lorsque des pâturages sont convertis, la réduction s'élève à 59 %. (FAO, 2015)

3.1 Transformer les systèmes alimentaires pour qu'ils soient plus respectueux de la nature et du climat

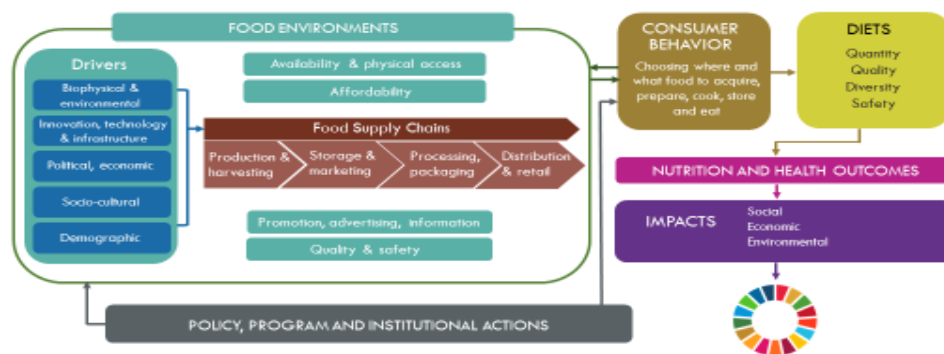
Des systèmes alimentaires plus efficaces, durables et résistants nécessitent une gestion attentive des terres, des sols et de l'eau basée sur des approches intégrées. Ils nécessitent également de réduire les pertes alimentaires après récolte à chaque étape de la chaîne de valorisation grâce à des pratiques améliorées, notamment l'accès à des technologies de manutention et de stockage peu coûteuses, ainsi qu'au conditionnement. La modification de l'étiquetage de la date de péremption pour les aliments conditionnés, la promotion en magasin de produits plus sains et des campagnes de sensibilisation contribueront à réduire le gaspillage alimentaire.

Il est possible d'améliorer la résilience aux changements climatiques grâce à une irrigation économe en eau et en énergie, à une agriculture respectueuse de l'environnement ou une agriculture en environnement contrôlé, à la gestion du pâturage du bétail, à l'amélioration de l'efficacité énergétique du stockage frigorifique, à la production de biogaz et aux énergies

⁴⁶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, [Tackling climate change through livestock: A global assessment of emissions and mitigation opportunities](#), 2019.

renouvelables. Des politiques incitatives peuvent susciter des changements de comportement positifs et à rendre plus attractives des solutions de rechange durables et résilientes.

Figure 6. TOUT L'ENSEMBLE DU SYSTÈME ALIMENTAIRE EST INDISPENSABLE AU RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ET À LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



3.2 Jeter les bases d'une reprise plus inclusive, plus verte et plus solide

Les ressources consacrées à la lutte contre la COVID-19 doivent servir à transformer les systèmes alimentaires actuels de manière à contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les institutions financières internationales ont commencé d'allouer de nouveaux fonds et de faire de nouvelles propositions à ces fins, et réorientent les prêts existants pour se concentrer sur des systèmes alimentaires plus résilients. Les ressources devraient être utilisées pour investir dans la résilience plutôt que dans des subventions, ce qui permettrait d'obtenir un retour sur investissement.

La transformation des systèmes alimentaires doit se fonder sur des données et des analyses probantes pour permettre une meilleure compréhension des arbitrages réalisés. Les plateformes de données sont essentielles pour garantir que les investissements soient bien ciblés. Les pays devraient attirer les investissements privés grâce à des politiques publiques qui améliorent les rendements et promeuvent les services numériques auprès des agriculteurs pauvres afin qu'ils puissent mieux accéder aux connaissances, aux marchés et aux financements. Les financements mixtes devraient être mis à profit pour mobiliser plus de ressources et encourager les investissements privés dans des systèmes alimentaires socialement et écologiquement responsables.

3.3 Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 : l'avenir se joue maintenant

Le Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 et le processus préparatoire qui le précède offrent aux gouvernements et à toutes les parties prenantes une occasion importante d'engager un dialogue inclusif et de se mobiliser autour de la recherche de solutions à court terme sur le plan socioéconomique et des priorités à moyen terme pour transformer les systèmes actuels.

Les parties prenantes devraient mettre à profit le processus préparatoire pour définir une stratégie qui leur permettrait de s'attaquer plus efficacement et plus rapidement à la question complexe de la transformation des systèmes alimentaires. Cet événement peut être l'occasion d'appeler à la remobilisation en faveur du Programme 2030 dans ce domaine et, plus largement, d'une accélération de la réalisation des objectifs de développement durable.

La pandémie actuelle a mis en évidence notre fragilité mais aussi l'interconnexion de notre monde. Elle souligne la nécessité de travailler ensemble pour relever les défis mondiaux. Une collaboration multipartite est nécessaire à tous les niveaux et peut être mise en œuvre de multiples façons, même en pleine crise où le temps est compté.

L'UNION EN TEMPS DE CRISE : le Comité de la sécurité alimentaire mondiale

illustre comment les institutions peuvent être adaptées et réactivées en temps de crise pour répondre à de nouveaux besoins. Créé à en 1974 en réponse à une autre grave crise alimentaire mondiale, le Comité a été réformé lors de la crise alimentaire de 2009 pour faire entendre la voix des producteurs, de la société civile et du secteur privé dans le cadre des discussions menées au niveau mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Cette réforme s'est accompagnée de la création d'un groupe d'experts de haut niveau chargé de fournir une base scientifique aux délibérations du comité. Si les décisions finales appartiennent aux États Membres, au sein du Comité, des acteurs non étatiques participent au dialogue et aux négociations politiques aux côtés des délégations nationales, ce qui confère aux documents finaux du Comité une force et une légitimité accrues.

La communauté internationale offre de nombreux outils de ce type. Le Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 offrira une possibilité d'action, mais il existe de nombreuses autres institutions au sein desquelles les parties prenantes peuvent se mobiliser et coordonner des actions. Les plateformes multipartites qui assurent une représentation efficace et donnent une voix à toutes les parties prenantes peuvent aider à mobiliser des réponses rapides et innovantes aux effets de la pandémie de COVID-19 sur les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation.

Conclusion

La crise liée à la pandémie de COVID-19 menace la sécurité alimentaire et la nutrition de millions de personnes, dont beaucoup souffrent déjà de carences à cet égard. Une vaste crise alimentaire mondiale se profile à l'horizon. À long terme, le fonctionnement des systèmes alimentaires risque de subir des perturbations, qui pourraient avoir de graves incidences sur la santé et la nutrition. Grâce à une action concertée, nous pouvons non seulement éviter certains des pires effets de cette crise, mais aussi le faire d'une manière qui favorise la transition vers

des systèmes alimentaires plus durables, en meilleur équilibre avec la nature et permettant une alimentation saine et, par conséquent, vers de meilleures perspectives de santé pour tous et toutes.